

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal de commerce de Courtrai est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Le tribunal de commerce comprend quatre chambres. »

Art. 2. L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 décembre 1974, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Les jours et heures des audiences sont fixés comme suit :

La 1^{re} chambre, le jeudi, à 10 heures;

La 2^e chambre, le mardi, à 9 h 30 m;

La 3^e chambre, le vendredi, à 9 h 30 m;

La 4^e chambre, le lundi, à 9 h 30 m.

Les audiences des référés sont tenues le jeudi, à 9 h 30 m.

Le bureau d'assistance judiciaire siège le mardi, à 9 h 15 m. »

Art. 3. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Brussel, 6 juin 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de rechtbank van koophandel te Kortrijk wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De rechtbank van koophandel te Kortrijk bestaat uit vier kamers. »

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 december 1974, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. De dagen en uren van de zittingen worden vastgesteld als volgt :

1e kamer, op donderdag te 10 uur;

2e kamer, op dinsdag te 9 u. 30 m.;

3e kamer, op vrijdag te 9 u. 30 m.;

4e kamer, op maandag te 9 u. 30 m.

De zittingen in kort geding worden gehouden op donderdag te 9 u. 30 m.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op dinsdag te 9 u. 15 m. »

Art. 3. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 juni 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

F. 91 — 1880 91 — 1860

9 JUILLET 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 novembre 1985 fixant le cadre organique des officiers et agents judiciaires près les parquets. — Erratum

Dans le *Moniteur belge* du 18 juillet 1991, p. 16032, à l'article 1^{er}, il faut comprendre la troisième ligne du cadre « officier-commissaire en chef aux délégations judiciaires » dans l'énumération « 79 ».

N. 91 — 1860 91 — 1860

9 JULI 1991. — Koninklijk besluit houdende wijziging van het koninklijk besluit van 18 november 1985 tot vaststelling van de personeelsformatie der gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 18 juli 1991, blz. 16032, gelieve de derde lijn van de opsomming van de personeelsformatie « officier-hoofdcommissaris voor gerechtelijke opdrachten », bij te voegen bij het aantal « 79 ».

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 91 — 1881

4 JUILLET 1991. — Arrêté royal fixant le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans les ressources de la Banque-carrefour de la sécurité sociale pour les années 1991 et 1992

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 67 de la Constitution;

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 35, 2^o;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1990 fixant la date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, notamment l'article 1^{er};

Vu l'avis du comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de fixer sans tarder le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale dans la couverture des dépenses de la Banque-carrefour de la sécurité sociale en 1991 et en 1992, pour assurer à ce dernier organisme les ressources nécessaires à son fonctionnement et pour permettre aux institutions publiques de sécurité sociale d'établir en conséquence leurs prévisions budgétaires et de trésorerie;

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 91 — 1881

4 JULI 1991. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de inkomsten van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid voor de jaren 1991 en 1992

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 35, 2^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1990 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de bepalingen van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het bedrag van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid in de dekking van de uitgaven in 1991 en in 1992 van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid onverwijld moet vastgelegd worden, zodat laatstgenoemde instelling over de nodige geldmiddelen voor haar werking kan beschikken en opdat de openbare instellingen van sociale zekerheid hun begrotings- en thesaurievooruitzichten dienovereenkomstig kunnen opmaken;

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes, de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre des Pensions, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le montant de la participation des institutions publiques de sécurité sociale, visé à l'article 35, 2^o, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale, est, à titre provisionnel, fixé :

- 1^o à 213,7 millions de francs pour le second semestre 1991;
- 2^o à 423,3 millions de francs pour l'année 1992.

Ces montants seront augmentés ou diminués, en fonction du montant des dépenses réelles de la Banque-carrefour et du montant des autres ressources visées par ledit article 35 afférents aux périodes considérées, dont ils devront finalement représenter la différence, selon les modalités fixées à l'article 5.

Art. 2. Le montant visé à l'article 1er, alinéa 1er, 1^o, de cette participation globale des institutions publiques de sécurité sociale, visées à l'article 2, alinéa 1er, 2^o, a, de la loi du 15 janvier 1990 précitée, est payé selon la répartition suivante par les institutions visées ci-après, dont le budget des frais d'administration doit être augmenté à due concurrence :

- 1^o l'Office national de sécurité sociale : 160,4 millions de francs;
- 2^o l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants : 27,6 millions de francs;
- 3^o l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales : 23,6 millions de francs;
- 4^o l'Office de sécurité sociale d'outre-mer : 2,1 millions de francs.

Les montants dus en vertu de l'alinéa 1er sont versés par les institutions concernées à la Banque-carrefour de la sécurité sociale au plus tard dans les trente jours à dater de la demande de transfert que celle-ci adresse à l'institution en cause; la Banque-carrefour peut demander un versement par tranches du montant dû.

Art. 3. Le montant visé à l'article 1er, alinéa 1^{er}, 2^o, de cette participation globale des institutions publiques de sécurité sociale, visées à l'article 2, alinéa 1er, 2^o, a, de la loi du 15 janvier 1990 précitée, est payé selon la répartition suivante par les institutions visées ci-après, dont le budget des frais d'administration doit être augmenté à due concurrence :

- 1^o l'Office national de sécurité sociale : 325,9 millions de francs;
- 2^o l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants : 42,3 millions de francs;
- 3^o l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales : 50,9 millions de francs;
- 4^o l'Office de sécurité sociale d'outre-mer : 4,2 millions de francs.

Les montants dus en vertu de l'alinéa 1er sont versés par les institutions concernées à la Banque-carrefour de la sécurité sociale, par quarts trimestriels provisionnels.

Ces versements sont effectués au plus tard le 15 janvier, le 15 avril, le 15 juillet et le 15 octobre 1992.

Toutefois, la Banque-carrefour de la sécurité sociale peut, moyennant préavis d'un mois, demander à une ou à plusieurs des institutions visées à l'alinéa 1er :

- a) d'effectuer un versement anticipé d'un ou de plusieurs de ces quarts provisionnels, pour couvrir des dépenses particulières;
- b) de ne pas effectuer le versement d'un quart provisionnel ou de n'en effectuer qu'un versement partiel, dont elle détermine le montant.

Art. 4. Dans la mesure où les montants visés à l'article 1er, alinéa 1er, deviennent, au cours de l'année budgétaire, inférieurs au montant des dépenses de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, compte tenu des autres ressources éventuelles, la participation de l'Office national de sécurité sociale est augmentée provisoirement à due concurrence, par décision de son comité de gestion, sur proposition du comité de gestion de la Banque-carrefour de la sécurité sociale.

Art. 5. La présentation des comptes annuels de la Banque-carrefour de la sécurité sociale à son comité de gestion doit s'accompagner d'un décompte de régularisation des montants visés aux articles 1^{er} à 4, qui doit être approuvé par ce comité de gestion.

Les différences ainsi constatées sont régularisées sur base des pourcentages respectifs que représentent les montants visés à l'article 2, alinéa 1er, ou à l'article 3, alinéa 1er, par rapport au montant visé à l'article 1er, alinéa 1^{er}, 1^o ou 2^o.

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand, van Onze Minister van Begroting, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Pensioenen, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Staatssecretaris voor de Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het bedrag van de bijdrage van de openbare instellingen van sociale zekerheid, bedoeld in artikel 35, 2^o, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid wordt provisioneel vastgelegd :

- 1^o op 213,7 miljoen frank voor het tweede semester 1991;
- 2^o op 423,3 miljoen frank voor het jaar 1992.

Deze bedragen zullen vermeerderd of verminderd worden in functie van het bedrag van de reële uitgaven van de Kruispuntbank en het bedrag van de overige in beoogd artikel 35 bedoelde inkomsten m.b.t. de beschouwde periodes, waarvan ze uiteindelijk het verschil zullen dienen uit te maken, overeenkomstig de modaliteiten bepaald in artikel 5.

Art. 2. Het in artikel 1, eerste lid, 1^o, bedoeld bedrag van deze globale bijdrage van de in artikel 2, eerste lid, 2^o, a, van voormelde wet van 15 januari 1990 bedoelde openbare instellingen van sociale zekerheid wordt volgens de volgende verdeling uitbetaald door de hierna vermelde instellingen, waarvan de begroting voor administratiekosten dienovereenkomstig moet verhoogd worden :

- 1^o de Rijksdienst voor sociale zekerheid : 160,4 miljoen frank;
- 2^o het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen : 27,6 miljoen frank;
- 3^o de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten : 23,6 miljoen frank;
- 4^o de Dienst voor overzeese sociale zekerheid : 2,1 miljoen frank.

De krachtens het eerste lid verschuldigde bedragen worden door de betrokken instellingen aan de Kruispuntbank van de sociale zekerheid gestort uiterlijk binnen de dertig dagen te rekenen vanaf de overdrachtaanvraag die zij tot de beoogde instelling richt; de Kruispuntbank kan een storting per schijven van het verschuldigde bedrag vragen.

Art. 3. Het in artikel 1, eerste lid, 2^o, bedoeld bedrag van deze globale bijdrage van de in artikel 2, eerste lid, 2^o, a, van voormelde wet van 15 januari 1990 bedoelde openbare instellingen van sociale zekerheid wordt volgens de volgende verdeling uitbetaald door de hiernavermelde instellingen, waarvan de begroting voor administratiekosten dienovereenkomstig moet verhoogd worden :

- 1^o de Rijksdienst voor sociale zekerheid : 325,9 miljoen frank;
- 2^o het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen : 42,3 miljoen frank;
- 3^o de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten : 50,9 miljoen frank;
- 4^o de Dienst voor overzeese sociale zekerheid : 4,2 miljoen frank.

De krachtens het eerste lid verschuldigde bedragen worden door de betrokken instellingen aan de Kruispuntbank van de sociale zekerheid per provisionele trimestriële vierden gestort.

Deze stortingen moeten uiterlijk 15 januari, 15 april, 15 juli en 15 oktober 1992 verricht worden.

De Kruispuntbank van de sociale zekerheid kan echter, mits een voorafgaande kennisgeving van één maand, aan één of meerdere van de in het eerste lid bedoelde instellingen vragen om :

- a) een vervroegde storting te verrichten van één of meerdere van deze provisionele vierden, ten einde bijzondere uitgaven te dekken;
- b) de storting van een provisionele vierde niet te verrichten of alleen een gedeeltelijke storting ervan te verrichten, waarvan zij het bedrag bepaalt.

Art. 4. In de mate dat de in artikel 1, eerste lid, bedoelde bedragen tijdens het begrotingsjaar kleiner worden dan het bedrag van de uitgaven van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, rekening gehouden met de andere mogelijke inkomsten, wordt de bijdrage van de Rijksdienst voor sociale zekerheid voorlopig dienovereenkomstig verhoogd, bij beslissing van zijn beheerscomité, op voorstel van het beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

Art. 5. De overlegging van de jaarlijkse rekeningen van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid aan haar beheerscomité moet gepaard gaan met een regulariseringsafrekening van de in artikelen 1 tot 4 bedoelde bedragen, die door dit beheerscomité moet goedgekeurd worden.

De aldus vastgestelde verschillen worden geregulariseerd op basis van de onderlinge percentages die de in artikel 2, eerste lid, of artikel 3, eerste lid, bedoelde bedragen vertegenwoordigen t.o.v. het in artikel 1, eerste lid, 1^o of 2^o, bedoeld bedrag.

Le solde négatif à charge d'une institution visée à l'article 2, alinéa 1er, ou à l'article 3, alinéa 1er, est communiqué à celle-ci par la Banque-carrefour; le versement de régularisation est effectué au profit de cette dernière au plus tard dans les trente jours à dater de cette communication.

Le solde positif au profit d'une institution visée à l'article 2, alinéa 1er, ou à l'article 3, alinéa 1er, ou à l'article 3, alinéa 1er, est communiqué à celle-ci par la Banque-carrefour; ce solde est alors déduit du plus prochain paiement à effectuer par cette institution en vertu de l'article 3 ou lui est, à sa demande, remboursé, totalement ou partiellement, par la Banque-carrefour.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1991.

Art. 7. Notre Ministre des Classes moyennes, Notre Ministre du Budget, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre des Pensions, Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 juillet 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Classes moyennes,

M. WATHELET

Le Ministre du Budget,

H. SCHILTZ

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBBACK

Le Ministre des Pensions,

G. MOTTARD

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. VAN DEN BRANDE

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

P. MAINIL

Het negatieve saldo ten laste van een in artikel 2, eerste lid, of in artikel 3, eerste lid, bedoelde instelling wordt haar door de Kruispuntbank medegedeeld; de regularisering wordt ten bate van laatstgenoemde gestort binnen de dertig dagen te rekenen vanaf deze mededeling.

Het positieve saldo ten gunste van een in artikel 2, eerste lid, of in artikel 3, eerste lid, bedoelde instelling wordt haar door de Kruispuntbank medegedeeld; dit saldo wordt dan afgetrokken van de eerstkomende betaling door deze instelling te verrichten krachtens artikel 3 of wordt haar, op haar aanvraag, geheel of gedeeltelijk terugbetaald door de Kruispuntbank.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1991.

Art. 7. Onze Minister van Middenstand, Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Pensioenen, Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 juli 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand,

M. WATHELET

De Minister van Begroting,

H. SCHILTZ

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBBACK

De Minister van Pensioenen,

G. MOTTARD

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. VAN DEN BRANDE

De Staatssecretaris voor Middenstand,

P. MAINIL

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 1882

11 JUILLET 1991. — Arrêté royal instituant des sous-commissions paritaires du transport urbain et régional et en fixant la dénomination et la compétence (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment les articles 8 et 37;

Vu l'arrêté royal du 9 février 1971 instituant certaines commissions paritaires et fixant leur dénomination et leur compétence, notamment l'article 1^{er}, § 1^{er}, 13^o, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1991;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 9 février 1971, *Moniteur belge* du 19 mars 1971.

Arrêté royal du 15 mars 1991, *Moniteur belge* du 5 avril 1991.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 1882

11 JULI 1991. — Koninklijk besluit tot oprichting van paritaire subcomités voor het stads- en streekvervoer en tot vaststelling van de benaming en de bevoegdheid ervan (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op de artikelen 8 en 37;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 februari 1971 tot oprichting van sommige paritaire comités en tot vaststelling van hun benaming en bevoegdheid, inzonderheid op artikel 1, § 1, 13^o, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 maart 1991;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 9 februari 1971, *Belgisch Staatsblad* van 19 maart 1971.

Koninklijk besluit van 15 maart 1991, *Belgisch Staatsblad* van 5 april 1991.